



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

N° 2 - MAI 2014

dialogue

THÉMATIQUE

LE SURENDETTEMENT ET
LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT COLLECTIF

DIE ÜBERSCHULDUNG UND DAS
KOLLEKTIVE SCHULDENREGELUNGSVERFAHREN



LE SURENDETTEMENT ET LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT COLLECTIF DES DETTES





Impressum

Éditeur

Chambre des salariés

18, rue Auguste Lumière
L-1950 Luxembourg
T. (+352) 27 494 200
F. (+352) 27 494 250
www.csl.lu • csl@csl.lu

Jean-Claude Reding, président
Norbert Tremuth, directeur

Impression

Imprimerie Faber

Distribution

Librairie « Um Fieldgen Sàrl »
3, rue Glesener
L-1634 Luxembourg
T. (+352) 48 88 93
F. (+352) 40 46 22
info@libuf.lu

ISSN : 5-453000-201086

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas d'une interprétation et application des textes légaux par les Administrations étatiques ou les juridictions compétentes.

La CSL ne peut être tenue responsable d'éventuelles omissions dans le présent ouvrage ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans cet ouvrage.

Préface

La nouvelle loi sur le surendettement, entrée en vigueur le 1^{er} février 2014 procède à une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi modifiée du 8 décembre 2000 relative au surendettement et introduit en droit luxembourgeois un régime de faillite civile pour les personnes privées.

L'ancienne législation, qui comportait une « phase de règlement conventionnel » devant la Commission de médiation et ensuite une « phase de règlement judiciaire » devant le juge de paix, est complétée par l'introduction d'une troisième phase sous la forme d'une procédure de faillite civile qui prend la dénomination de « procédure de rétablissement personnel ».

Cette troisième phase s'adresse à des personnes privées se trouvant dans une situation caractérisée de surendettement et dont la situation est irrémédiablement compromise, c'est-à-dire qu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'apurer leur situation de surendettement par la mise en œuvre des mesures prévues par la loi dans le cadre du surendettement et que leur situation patrimoniale est détériorée à un tel point qu'un redressement de leur situation à court, moyen et long terme s'avère être illusoire. Il s'agit de permettre à ces personnes un nouveau départ dans leur situation financière et patrimoniale.

La mise en place d'un tel système nécessite la prise en compte, voire la protection d'intérêts divergents en cause. La balance doit être tenue entre les intérêts des créanciers et ceux du débiteur surendetté. En outre, il convient de prévenir le recours abusif du débiteur surendetté à la procédure de la faillite civile pour se soustraire à ses obligations contractuelles et légales, de maintenir la sécurité contractuelle, de responsabiliser le débiteur surendetté pendant et après le déroulement de la procédure et de préserver la dignité de la personne surendettée en tenant compte de sa situation de ménage et des personnes dont elle a la charge.



Jean-Claude REDING
Président de la Chambre des salariés

Luxembourg, mai 2014



Sommaire

| | | |
|----|---|----|
| | En bref | 6 |
| 1. | Phase 1 - Le règlement conventionnel des dettes | 8 |
| 2. | Phase 2 - Le redressement judiciaire | 16 |
| 3. | Nouveau : Phase 3 - Le rétablissement personnel | 19 |
| 4. | Droits et devoirs du débiteur, des cautions et des créanciers | 23 |
| 5. | Le répertoire | 26 |
| 6. | Les organes compétents en matière de surendettement | 27 |
| 7. | Les voies de recours | 29 |
| 8. | Dispositions transitoires | 30 |
| 9. | Schéma simplifié de la procédure | 32 |



EN BREF

Objectif de la nouvelle législation luxembourgeoise en matière de surendettement

La procédure de règlement collectif des dettes est destinée à redresser la situation financière du débiteur en lui permettant de payer ses dettes et en lui garantissant, ainsi qu'à sa communauté domestique, qu'ils pourront mener une vie conforme à la dignité humaine.

Le Luxembourg dispose déjà d'une législation relative au surendettement régie par la loi du 8 décembre 2000, qui comporte une « phase de règlement conventionnel » devant la Commission de médiation et ensuite une « phase de règlement judiciaire » devant le juge de paix.

La réforme opérée par la loi du 8 janvier 2013 porte l'introduction d'une troisième phase sous la forme d'une procédure de faillite civile qui prend la dénomination de « procédure de rétablissement personnel ».

L'objectif poursuivi consiste à permettre à un débiteur qui se trouve dans une situation irrémédiablement compromise de pouvoir prendre un réel nouveau départ.

Cette nouvelle loi est entrée en vigueur le 1^{er} février 2014.

Loi du 8 janvier 2013
entrée en vigueur le
1^{er} février 2014



Nouveau départ
grâce au rétablis-
sement personnel

Causes diverses du surendettement

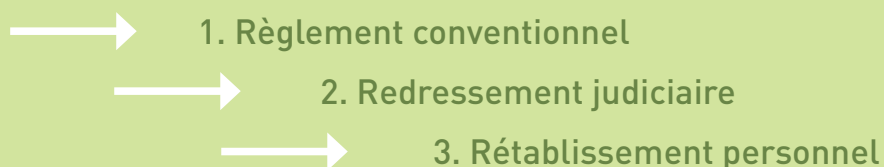
Les causes du surendettement sont **multidimensionnelles et complexes**. Elles s'expliquent en grande partie par notre société de consommation qui mesure la valeur d'un être humain de préférence à l'aide de son statut social et de la valeur de ses possessions matérielles. Des personnes plus vulnérables sont ainsi amenées à combler un déficit réel ou présumé de leur personnalité par l'achat de biens matériels. Une telle approche de solution aux problèmes peut rapidement conduire à une spirale d'endettement et finalement déboucher sur une situation de surendettement.

Surendettement **actif** ou **passif** causé par des accidents de la vie

Toutefois, cet endettement « actif » caractérisé par une accumulation exagérée de crédits eu égard aux revenus semble faire de plus en plus place à un surendettement « passif », déclenché par l'apparition d'un événement extérieur qui affecte gravement la capacité de remboursement des ménages.

En effet, beaucoup de cas de surendettement résultent de ce que l'on appelle les accidents de la vie, qu'il s'agisse de chômage, de maladies, de décès ou de séparation familiale. Brutalement, des particuliers ne parviennent plus à rembourser leurs dettes et basculent dans la spirale de l'endettement. Souvent seuls pour faire face à ces ruptures, certains sont tentés de recourir aux possibilités de crédit offertes par leurs cartes de crédit ou à des crédits permanents ou à certaines offres de réserves financières qui constituent alors à leurs yeux une source provisoire de revenus mais qui en fait ne font, la plupart du temps, qu'aggraver leur situation, notamment en raison des taux d'intérêt très élevés appliqués sur ces genres de crédits.

SURENDETTEMENT ET RÈGLEMENT COLLECTIF DES DETTES



Étapes de la procédure de règlement collectif des dettes

La procédure de règlement collectif des dettes comporte désormais 3 phases :

- la phase du règlement conventionnel devant la Commission de médiation en matière de surendettement ;
- la phase du redressement judiciaire devant le juge de paix ;
- et la phase du rétablissement personnel devant le juge de paix.

Définition du surendettement

La situation de surendettement des personnes physiques est caractérisée par l'**impossibilité manifeste pour le débiteur de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles** exigibles et à échoir ainsi qu'à l'engagement qu'il a donné de cautionner ou d'acquitter solidairement la dette d'autrui.

Champ d'application

1. Personnes visées

La procédure s'adresse exclusivement aux **débiteurs personnes physiques, domiciliés au grand-duché de Luxembourg**.

La procédure de règlement collectif des dettes est exclue pour le débiteur qui a la qualité de commerçant au sens de l'article 1^{er} du Code de commerce¹. Par exception, la procédure lui est ouverte s'il a cessé son activité commerciale depuis au moins six mois ou, en cas de faillite, si la clôture des opérations a été prononcée. Les commerçants, les artisans et les membres de professions libérales, agriculteurs et entrepreneurs doivent donc s'adresser au Tribunal de Commerce.

2. Dettes concernées

Sont concernées toutes les **dettes non professionnelles** du débiteur et notamment :

- les dettes bancaires, tels crédits immobiliers, crédits à la consommation, découverts de compte ;
- les dettes de charges courantes, telles les factures impayées d'énergie, d'eau, de téléphone, d'impôts ;
- les dettes résultant d'une caution² donnée en faveur d'un entrepreneur ou d'une société ;
- et selon certaines modalités particulières les dettes alimentaires³, les arriérés de loyers et les amendes liées à une condamnation pénale, voire les réparations aux victimes.

¹ Art. 1. CC Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce, et en font leur profession habituelle.

² Une personne se porte caution lorsqu'elle s'engage, envers le créancier, à satisfaire l'exécution de l'obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

³ Somme d'argent versée périodiquement pour faire vivre une personne dans le besoin.



1

Phase 1 - Le règlement conventionnel des dettes

Réforme de la procédure de la demande d'admission

En vertu des anciennes dispositions légales, un débiteur surendetté devait déposer sa demande de règlement conventionnel des dettes auprès du Service d'information et de conseil en matière de surendettement (SICS), qui procédait à l'instruction du dossier et, en concertation avec le débiteur, ses créanciers et, le cas échéant, d'autres services assurant des prestations au bénéfice du débiteur, élaborait un projet de plan de redressement qu'il soumettait à la Commission de médiation.

La nouvelle loi introduit pour l'avenir davantage de rigueur et de clarté dans la procédure de règlement conventionnel en faisant de la Commission de médiation l'acteur principal tranchant sur l'admission de la demande du débiteur et en chargeant par la suite le Service d'information et de conseil en matière de surendettement de l'instruction de la demande.

Dépôt du dossier devant la Commission de médiation

La **demande d'admission à la procédure** de règlement conventionnel doit être directement adressée par courrier recommandé au président de la Commission de médiation. Elle doit être accompagnée des pièces requises et contient l'indication du Service d'information et de conseil en matière de surendettement (SICS) en charge du traitement du dossier du débiteur surendetté.



Instruction du dossier par le Service d'information et de conseil en matière de surendettement

La demande est ensuite transmise au **SICS** aux fins de l'**instruction du dossier**.

À l'issue de l'instruction, le SICS transmet à la Commission de médiation un dossier reprenant les coordonnées du demandeur, un aperçu des éléments actifs et passifs de son patrimoine ainsi que le résultat de l'instruction quant aux conditions d'admission de la demande.

Décision d'admission de la demande

Dès achèvement de l'instruction, la **Commission de médiation statue sur l'admission de la demande** du débiteur à la procédure de règlement collectif des dettes.

La décision de la Commission est notifiée au requérant par lettre recommandée à la poste à l'adresse de son domicile. La Commission avisera le SICS ainsi que les créanciers, les cautions, les codébiteurs et les tiers-saisis connus de la décision prise et publiera un avis de règlement collectif des dettes au répertoire⁴.

Effets de la décision d'admission

La décision d'admission d'un débiteur surendetté emporte pour le **débiteur l'exigibilité⁵ immédiate de l'ensemble de ses dettes** et pour ses **créanciers une interdiction de se retourner individuellement** contre le débiteur en vertu de leur droit de poursuite.

La décision d'admission de la demande introductive du règlement conventionnel a pour effet :

⁴ Voir page 26

⁵ Les dettes viennent à leur terme.

- l'ouverture de la procédure de règlement collectif des dettes, qui rend **exigible**, à l'égard du débiteur surendetté, les **dettes** passives non échues ;
- la **suspension des voies d'exécution⁶** et des cessions de salaires contractuellement consenties qui tendent au paiement d'une somme d'argent à l'exception des voies d'exécution diligentées contre le débiteur portant sur le terme courant des dettes alimentaires et des dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi et de celles diligentées contre le débiteur ayant pour objet l'expulsion forcée d'une personne condamnée à déguerpier des lieux qu'elle occupe ;
- la **suspension du cours des intérêts⁷**.

Les effets de la décision d'admission prennent cours le premier jour qui suit la date de publication de l'avis de règlement collectif des dettes au répertoire et sont maintenus en cas de recours exercé dans le cadre de la procédure de règlement collectif des dettes, jusqu'au jugement à intervenir.

Toutefois les saisies⁸ déjà pratiquées conservent leur caractère conservatoire.

Si antérieurement à l'introduction de la demande formelle réputée faite, le jour de la vente forcée des meubles ou immeubles saisis a déjà été fixé et publié selon les modalités prévues par la loi, cette vente a lieu respectivement en application des droits des créanciers pour ce qui est de la vente forcée des meubles et elle a lieu en application de la procédure de l'ordre prévue en matière de vente immobilière.

⁶ Ensemble de procédures permettant à un particulier d'obtenir, par la force, l'exécution des actes et des jugements qui lui reconnaissent des droits.

⁷ Les intérêts s'arrêtent.

⁸ Voie d'exécution forcée par laquelle un créancier fait mettre sous mains de justice les biens de son débiteur, en vue de les faire vendre aux enchères publiques et de se payer sur le prix.



Obligation de bonne conduite du débiteur surendetté

La nouvelle loi prévoit l'introduction d'une période de bonne conduite pour le débiteur pendant le déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes.

L'objectif de l'introduction de cette période de bonne conduite est double.

D'une part, il s'agit, dès le déclenchement de la procédure de règlement collectif des dettes, de conserver voire d'améliorer dans la mesure du possible la situation patrimoniale du débiteur.

D'autre part, la période de bonne conduite a pour but d'éviter que le débiteur ne se déresponsabilise au cours du déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes en se retranchant derrière la Commission de médiation ou le juge. Le débiteur surendetté ne devrait pas uniquement subir la procédure de règlement collectif des dettes mais participer activement afin de sortir de sa situation de surendettement.

Ces obligations de bonne conduite s'imposent aux trois phases de la procédure de règlement collectif des dettes. La période de bonne conduite commence à partir du dépôt de la demande d'admission à la procédure de règlement conventionnel et elle perdure pendant le déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes et pendant la durée de l'exécution des mesures prises au cours de la procédure de règlement collectif des dettes.

Au cours de la période de bonne conduite, le débiteur est tenu :

- *de coopérer avec les autorités et organes intervenant dans la procédure en acceptant de communiquer spontanément toutes informations sur son patrimoine, ses revenus, ses dettes et les changements intervenus dans sa situation ;*
- *d'exercer, dans la mesure du possible, une activité rémunérée correspondant à ses facultés ;*
- *de ne pas aggraver son insolvabilité et d'agir loyalement en vue de diminuer ses dettes ;*
- *de ne pas favoriser un créancier, à l'exception des créanciers d'aliments pour les termes courants, des bailleurs pour les termes courants du loyer relatif à un logement correspondant aux besoins élémentaires du débiteur, des fournisseurs de services et de produits essentiels à une vie digne et des créanciers pour le terme courant relatif à une voie d'exécution diligentée contre le débiteur du chef du paiement des dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi ;*
- *de respecter les engagements pris dans le cadre de la procédure.*

Sanctions en cas de violation par le débiteur de l'obligation de bonne conduite

Le non-respect par le débiteur de l'obligation de bonne conduite entraîne la révocation de la décision d'admissibilité à la procédure, du plan de redressement conventionnel ou judiciaire ou du jugement d'ouverture ou de clôture de la procédure de rétablissement personnel par le juge de paix.

Est fautif et risque cette révocation le débiteur qui :

- *soit a remis des documents inexacts en vue d'obtenir ou de conserver le bénéfice de la procédure de règlement collectif des dettes ;*
- *soit a fautivement augmenté son passif ou diminué son actif ;*
- *soit a fait sciemment de fausses déclarations ;*
- *soit a gravement violé les obligations qui lui sont imposées dans le cadre de la procédure de règlement collectif des dettes.*

En cas de révocation, les créanciers recouvrent le droit d'exercer individuellement leur action sur les biens du débiteur pour la récupération de la partie non acquittée de leurs créances.

Déclaration des créances par les créanciers

Dans un **délai d'un mois** à compter de la date de publication de l'avis de règlement collectif des dettes au répertoire, les créanciers du débiteur surendetté déclarent leurs créances. Cette déclaration est faite par écrit auprès du Service d'information et de conseil en matière de surendettement au moyen d'un formulaire spécifique.

Chaque créance doit renseigner sur le montant du capital initial, les remboursements déjà effectués par le débiteur, les intérêts réduits, le détail des accessoires et le solde réduit. Il y a lieu d'étayer la composition de la créance ce qui doit permettre au SICIS et au débiteur d'établir un projet de plan de règlement conventionnel aussi précis que possible.

À la déclaration de créance qui portera la mention « j'affirme que ma présente créance est sincère et véritable » sont jointes toutes les pièces justificatives établissant le caractère certain et liquide des créances.

La Commission statue sur la recevabilité des déclarations de créances produites.

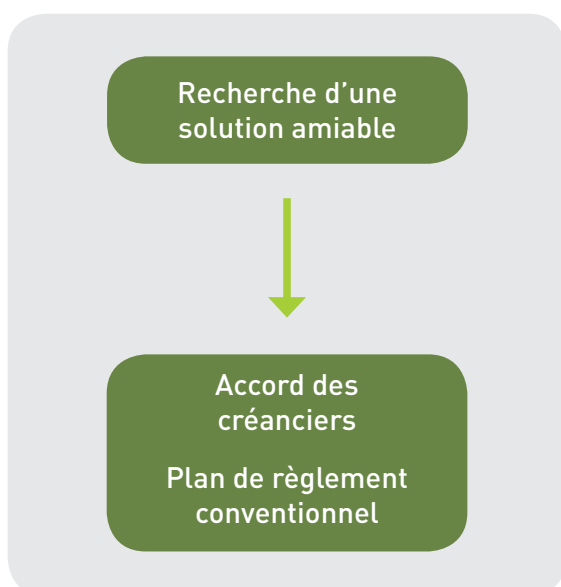
Seules sont prises en compte les créances admettant un caractère certain et liquide⁹.

⁹ Une créance est certaine, lorsqu'elle ne peut plus être mise en doute.

Une créance est liquide lorsque son montant est précisément connu, déterminé dans sa quotité, c.-à-d. chiffré.



Élaboration du projet de plan de règlement conventionnel



Dès l'admission de la demande par la Commission, le Service d'information et de conseil en matière de surendettement élabore, en collaboration avec le débiteur, ses créanciers et, le cas échéant, d'autres services assurant des prestations au bénéfice du débiteur, un **projet de plan de règlement conventionnel**. Le débiteur doit présenter toutes les pièces se rapportant à sa situation de surendettement.

La Commission de médiation est en droit d'obtenir communication, auprès des administrations publiques, des établissements de crédit, des organismes de sécurité sociale, de tout renseignement de nature à lui donner une exacte information sur la situation patrimoniale et la situation de revenu du débiteur.

Contenu du plan

La Commission propose au débiteur, aux créanciers et, le cas échéant, aux autres parties intéressées, un plan de règlement conventionnel qui peut notamment comporter :

- des mesures de report ou de rééchelonnement de paiement des dettes ;
- une assistance sur les plans social, éducatif ou de la gestion des finances ;
- des secours financiers publics ou privés ;
- une remise partielle ou totale des dettes ;
- une réduction des taux d'intérêt.

Le plan définit les modalités de son exécution et les obligations réciproques des parties concernées.

À cet effet la Commission peut convoquer toutes les parties intéressées et procéder à leur audition.

Les modalités du plan peuvent être modifiées si des éléments nouveaux le justifient.

Durée du plan

La **durée totale du plan** de règlement conventionnel des dettes, y compris lorsqu'il fait l'objet d'une révision ou d'un renouvellement, **ne peut excéder sept ans**. Les mesures du plan peuvent excéder ce délai lorsqu'elles concernent le remboursement de prêts contractés pour l'achat d'un bien immobilier constituant la résidence principale et dont le plan permet d'éviter la cession par le débiteur.

Acceptation du plan

Si au moins **60% du nombre des créanciers** représentant **60% de la masse des créances** à l'encontre du débiteur surendetté ont donné leur **accord** au plan proposé par la Commission, ce dernier est considéré comme accepté par tous les créanciers parties au plan.

Les créanciers qui ont été dûment informés de la proposition de plan de règlement conventionnel, élaboré par la Commission, et qui n'ont pas manifesté leur désaccord sont présumés y adhérer.

**60% du nombre
des créanciers
représentant
60% de la masse
des créances**

L'acceptation du plan entraîne la mainlevée des saisies pratiquées et des montants retenus au titre des cessions de créances portant autorisation

du tiers-saisi à se dessaisir des montants bloqués selon les dispositions arrêtées dans le cadre du plan de règlement conventionnel.

Publication et opposabilité du plan

Si le plan de règlement conventionnel proposé est accepté, il est daté et signé par le débiteur et par le président de la Commission de médiation.

La Commission veille à la publication du plan de règlement conventionnel accepté par voie d'avis à publier dans le **répertoire**. À cet effet le plan comprendra l'adjonction d'un procès-verbal signé par le président de la Commission comportant :

- les noms et qualités des créanciers ayant approuvé formellement le plan et leurs créances ;
- les noms et qualités des créanciers s'étant opposés au plan et leurs créances ;

- les noms et qualités des créanciers ne s'étant pas manifestés et leurs créances.

Possibilité de suspension de l'exigibilité de la créance en cas d'insolvabilité caractérisée du débiteur

Lorsque la **Commission** constate que le débiteur est insolvable à tel point qu'il ne dispose pas de ressources ou de biens saisissables de nature à permettre d'apurer tout ou partie de ses dettes, ce qui met en échec les mesures visées pour un plan conventionnel, elle **peut recommander la suspension de l'exigibilité des créances du débiteur pour une durée ne pouvant excéder une année**. N'y font pas partie les créances relatives au terme courant des dettes alimentaires, ni les réparations pécuniaires allouées aux victimes d'actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi.

La **suspension de la créance** entraîne la suspension du paiement des intérêts dus à ce titre. Durant cette période, seules les sommes dues au titre du capital peuvent être de plein droit productives d'intérêts dont le taux n'excède pas le taux légal.

**Possible recommandation
de la Commission**

Moratoire pour 1 an

En outre dans sa recommandation la Commission précisera le sort des dettes courantes nécessaires à une vie digne telles notamment les dettes d'aliments,



les dettes de loyer relatif à un logement, les dettes relatives à des fournitures de services et de produits essentiels correspondant aux besoins élémentaires du débiteur.

Cette recommandation de la Commission est acceptée selon les modalités de majorité de 60% du nombre de créanciers représentant 60% de la masse des créances. Une fois acceptée, la suspension fait l'objet d'une notification aux créanciers connus et d'une publication par voie d'avis au répertoire.

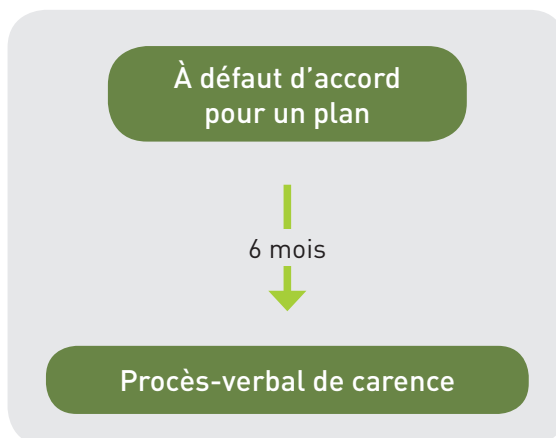
Dès l'expiration de la période moratoire¹⁰, la Commission réexamine la situation du débiteur. Si cette situation le permet, elle recommande tout ou partie des mesures prévues au plan de règlement conventionnel. Au cas où après l'écoulement de la période moratoire, la Commission constate l'insolvabilité du débiteur, elle pourra dresser, sans consultation préalable des créanciers, un procès-verbal de carence constatant l'échec de la procédure de règlement conventionnel.

Échec de la procédure de règlement conventionnel

Si, endéans un **délai maximum de six mois** à partir de la décision d'admission par la Commission, le plan proposé n'a pas été accepté par les parties intéressées, la Commission dresse un **procès-verbal de carence** constatant l'échec de la procédure de règlement conventionnel. Ce procès-verbal est transmis aux parties intéressées et est publié au répertoire.

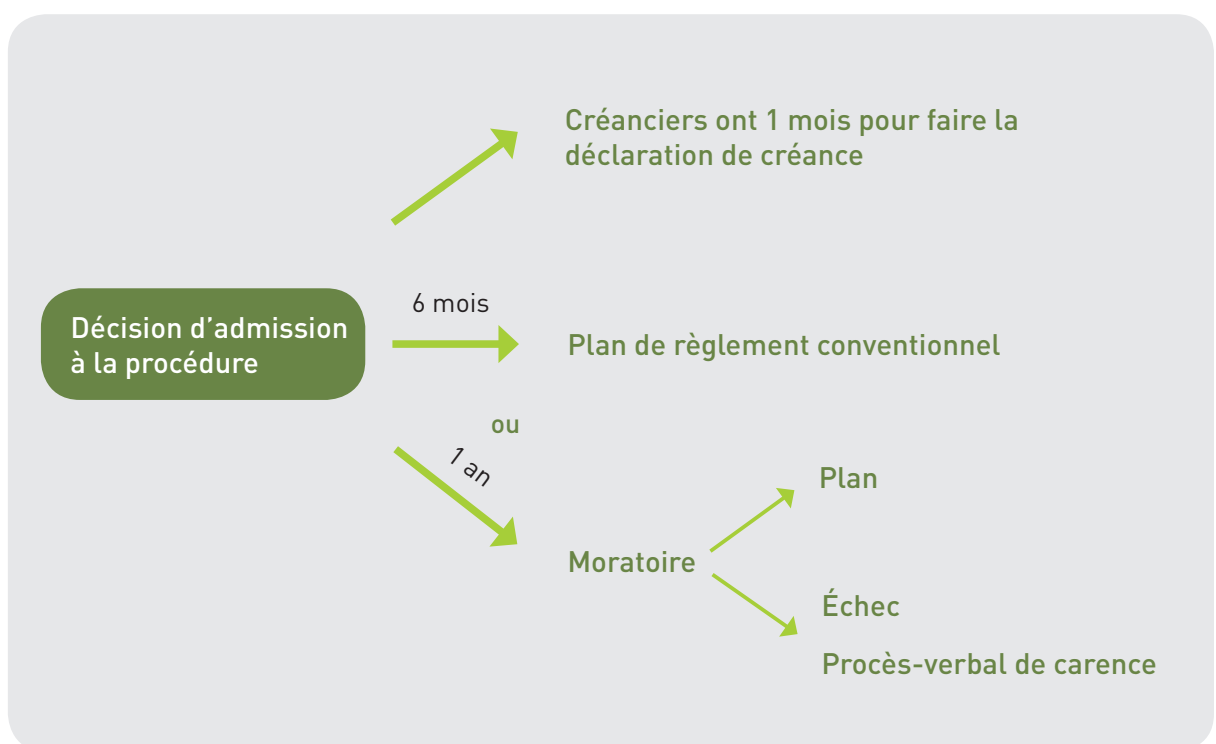
Sauf recours devant le juge de paix, les effets suspensifs de la décision d'admission à la procédure de règlement conventionnel des dettes cessent après

l'écoulement de deux mois à compter de la date de publication du procès-verbal de carence au répertoire.



Les délais de prescription sont suspendus à l'égard des créanciers dûment déclarés pendant la procédure de règlement collectif et la période pendant laquelle les plans respectifs sont exécutés.

¹⁰ Délai qui suspend les poursuites contre le débiteur et que la loi accorde lorsque des circonstances déterminées rendent difficile ou impossible le paiement des obligations.





2

Phase 2 - Le redressement judiciaire

En cas d'échec de la phase de règlement conventionnel, une **seconde étape** dénommée procédure de **redressement judiciaire** peut être engagée par le débiteur devant le juge de paix de son domicile.

La **requête de redressement judiciaire** est déposée **endéans** un délai de deux mois à compter de la date de publication du procès-verbal de carence au répertoire. Une copie du procès-verbal de carence est jointe à la requête.

Le débiteur qui n'a pas introduit une requête en vue de l'admission à la procédure de redressement judiciaire ne peut engager une nouvelle procédure de règlement collectif des dettes qu'après écoulement d'un délai de deux ans. Ce délai court à partir de la date de publication du procès-verbal de carence dans le répertoire.

Procès-verbal de carence
1^{ère} phase

2 mois¹¹

Requête en redressement
judiciaire

Introduction, instruction de l'affaire et jugement

La **demande écrite** portée devant le juge de paix est déposée au greffe de la justice de paix du domicile du débiteur en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause.

Le greffier convoque les parties y compris le Service d'information et de conseil en matière de surendettement par lettre recommandée à la poste avec avis de réception.

Dans les quinze jours du prononcé, le greffier notifie aux parties par lettre recommandée une copie sur papier libre du jugement et veille à assurer la publication du jugement par voie d'avis dans le répertoire.

Pouvoir d'investigation et analyse du juge de paix

Le juge de paix peut en tout état de cause instituer **toute mesure d'instruction légalement admissible** et ordonner aux parties et à des tiers la communication de renseignements ou la représentation des livres de commerce ou pièces comptables de nature à justifier le montant des revenus, créances et produits de travail du débiteur ainsi que de ses dettes.

Les renseignements demandés sont communiqués au juge par écrit. Nonobstant toutes dispositions contraires, les administrations publiques et les organismes de sécurité sociale sont tenus de fournir les renseignements qu'ils possèdent sur le montant des revenus, créances et produits de travail du débiteur.

Après avoir entendu les parties, le juge vérifie le caractère certain, liquide et exigible des créances.

Lorsque l'existence ou le montant d'une créance dont la connaissance échappe à sa compétence est contesté, le juge fixe provisoirement le montant à prendre en considération dans le cadre du plan de redressement.

¹¹ Sanction : 2 ans avant de ne pouvoir recommencer la procédure de règlement collectif des dettes si pas dépôt requête.

Plan de redressement judiciaire

Le juge rend un **jugement** dans lequel il **arrête un plan de redressement judiciaire** qui peut comporter les **mesures** suivantes :

- le sursis au paiement de tout ou partie des dettes ;
- la réduction du taux d'intérêt ;
- la suspension de l'effet d'une sûreté réelle sans perte de privilège ni compromission de l'assiette ;
- la remise de la dette sur les accessoires ;
- l'exemption sous certaines conditions de la résidence principale du débiteur surendetté de la liquidation.

Le juge de paix statue dans le mois à compter de la date de clôture des débats.

Le jugement est prononcé à l'audience publique indiquée par le juge.

Le jugement est notifié par le greffier au débiteur, aux créanciers parties à l'instance et à la Commission de médiation. Le jugement qui arrête le plan le rend opposable à tous les créanciers parties à la procédure.

Le jugement produit ses effets dès la notification, sauf en cas d'urgence où le juge peut ordonner qu'il produise ses effets à partir du prononcé et au seul vu de la minute.

Mesures d'accompagnement protégeant des intérêts particuliers

Le juge peut, le cas échéant, désigner les personnes chargées d'une **assistance sur les plans social, éducatif ou de la gestion des finances**, aux fins de veiller à ce que la partie des revenus du débiteur qui n'est pas affectée au remboursement des dettes soit employée aux fins auxquelles elle est destinée.

Dans l'accomplissement de leur mission, ces personnes sont habilitées à prendre toute mesure destinée à éviter que cette partie du revenu soit détournée de son but naturel ou que les intérêts de la communauté domestique du débiteur soient lésés.





Nouveauté : possibilité de protéger la résidence principale du débiteur surendetté

Le juge peut exempter la résidence principale du débiteur surendetté de la liquidation, à condition qu'elle sert de domicile aux enfants et à leurs père et/ou mère ayant la garde des enfants ou qu'elle sert de domicile aux personnes vivant au risque de pauvreté ou qu'elle sert de domicile aux personnes qui en raison de leur âge ou de leur handicap se trouveraient exposées à une situation de détresse sociale par la perte de leur domicile et que le remboursement des prêts contractés pour son achat peut s'effectuer dans le cadre d'un plan de redressement judiciaire permettant d'éviter la cession par le débiteur.

Révision du plan

Les modalités du plan de redressement judiciaire peuvent être modifiées par le juge saisi si des **éléments nouveaux** le justifient.

Contrôle et sanction en cas d'inexécution du plan

Le juge fixe des dates auxquelles il est procédé au contrôle du respect des modalités du plan de redressement.

En cas d'**inexécution du plan**, le juge peut prononcer sa **résolution**.

Durée du plan

Le juge fixe le délai endéans lequel le redressement judiciaire doit aboutir. Ce délai ne peut en aucun cas dépasser **7 ans**.

Les mesures du plan de redressement judiciaire peuvent excéder ce délai lorsqu'elles concernent le remboursement de prêts contractés pour l'achat d'un bien immobilier constituant la résidence principale et dont le plan permet d'éviter la cession par le débiteur.

Toutefois, lorsqu'après l'examen de la situation du débiteur surendetté, le juge constate que les mesures proposées dans le cadre d'un redressement judiciaire ne permettent pas d'aboutir à un redressement de sa situation au bout de la durée maximale de sept ans, le juge peut imposer un **plan à des fins probatoires** ne dépassant pas un délai de **5 ans**.

7 ans

ou

sauf plan probatoire 5 ans



Nouveau : Phase 3 - Le rétablissement personnel

Rétablissement personnel seulement en cas d'échec

- du règlement conventionnel
- et
- du redressement judiciaire

L'introduction de cette **troisième phase**, appelée procédure de rétablissement personnel, est la **principale innovation** de la nouvelle loi.

Cette nouvelle procédure de rétablissement personnel est **subsidaire** par rapport aux deux autres phases de la procédure de règlement collectif des dettes. Elle n'intervient donc **uniquement en cas d'échec du règlement conventionnel et du redressement judiciaire**.

Elle peut s'appliquer lorsque le **débiteur** surendetté se trouve dans une **situation irrémédiablement compromise**, c'est-à-dire lorsque les mesures des deux premières phases ont échoué.

Situation irrémédiablement compromise

La situation irrémédiablement compromise du débiteur est la condition d'accès à la procédure de rétablissement personnel qui est ouverte au débiteur domicilié au Luxembourg accablé par des dettes non professionnelles et qui n'a pas organisé son insolvabilité.

La loi prévoit en effet que la situation irrémédiablement compromise se caractérise par l'**impossibilité manifeste de mettre en œuvre** :

- les mesures du plan de règlement conventionnel auxquelles les parties se sont accordées dans le cadre du règlement conventionnel

(p.ex. refus des créanciers de consentir à un plan conventionnel de redressement ou refus des créanciers de renoncer à une partie de leurs créances) ou bien

- les mesures proposées par la Commission dans le cadre du règlement conventionnel (p.ex. détérioration de la situation du débiteur pendant l'exécution du plan) et
- les mesures prévues dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire.

Jugement d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel

Le **juge apprécie**, après avoir entendu le débiteur et les autres parties présentes ou représentées à l'audience, le **caractère irrémédiablement compromis ou non de la situation du débiteur**.

Le juge prononce soit l'ouverture de la procédure de rétablissement personnel, soit rend un jugement dans lequel il constate que les conditions pour une ouverture de la procédure de rétablissement personnel ne sont pas remplies.

Un avis de cette décision du juge est publié par le greffe au répertoire.

Toutefois, lorsque le débiteur surendetté a déjà fait l'objet d'un plan de redressement judiciaire à des fins probatoires, l'accès à la procédure de rétablissement



personnel est encore subordonné à l'exécution de ce plan probatoire.

Au cas où le débiteur n'a pas fait l'objet d'un plan de redressement judiciaire à des fins probatoires dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire, le juge saisi par la demande d'ouverture de la procédure de rétablissement personnel a la faculté de subordonner l'accès à cette procédure à l'exécution d'un tel plan dont la durée maximale ne peut dépasser cinq ans.

Bilan dressé par le juge de la situation économique et sociale du débiteur

Le juge veille à faire dresser un bilan de la situation économique et sociale du débiteur, à faire vérifier les créances et à faire évaluer les éléments d'actif et de passif.

À cet effet, le juge peut se faire assister du SICS ou d'autres services sociaux. En cas de besoin le juge peut même recourir à des experts assermentés.

Lorsqu'il l'estime nécessaire, le juge peut faire procéder à une enquête sociale et ordonner un suivi social du débiteur.

En tout cas, le juge peut obtenir communication de tout renseignement et de toute pièce lui permettant d'apprécier la situation du débiteur et l'évolution possible de celle-ci.

Liquidation judiciaire

Si le juge prononce la **liquidation judiciaire** du patrimoine personnel du débiteur, dont sont exclus les biens meubles nécessaires à la vie courante et les

biens non professionnels indispensables à l'exercice de son activité professionnelle, le **débiteur est dessaisi de son patrimoine**. Les droits et actions du débiteur sur son patrimoine personnel sont exercés pendant toute la durée de la liquidation par le liquidateur.

Un avis du jugement qui prononce la liquidation est publié par le greffe au répertoire.

Le liquidateur doit vendre les biens du débiteur en-deans un délai de six mois. Cette vente peut se faire à l'amiable ou, à défaut, être organisée sous forme d'une vente forcée. Le liquidateur doit procéder à la répartition du produit des actifs réalisés entre les différents créanciers suivant le rang des sûretés assortissant leurs créances. Dans un délai de trois mois suivant la liquidation des biens du débiteur, le liquidateur dépose au greffe un rapport dans lequel il détaille les opérations de réalisation des actifs et de répartition du prix.

Désintéressement des créanciers ou clôture pour insuffisance d'actif

Lorsque l'**actif réalisé** est **suffisant** pour désintéresser les créanciers, le juge prononce la **clôture de la procédure**.

Dans le cas contraire, lorsque l'**actif réalisé est insuffisant** pour désintéresser les créanciers, lorsque le débiteur ne possède rien d'autre que des biens meubles nécessaires à la vie courante et des biens non professionnels indispensables à l'exercice de son activité professionnelle, ou lorsque l'actif n'est constitué que de biens dépourvus de valeur marchande ou dont les frais de vente seraient manifestement disproportionnés au regard de leur valeur vénale, le juge prononce la **clôture pour insuffisance d'actif**.

Effacement de toutes les dettes non professionnelles

La clôture pour insuffisance d'actif entraîne l'effacement de toutes les dettes non professionnelles du débiteur, à l'exception des dettes que la caution ou le coobligé a payées en lieu et place du débiteur. Subsistent également les dettes du terme courant des dettes alimentaires et les réparations pécuniaires allouées aux victimes d'actes de violence volontaire, pour le préjudice subi. Toutefois, lorsque le créancier concerné par les dettes de cette seconde catégorie a donné son accord à la remise, au rééchelonnement ou à l'effacement des dettes, celles-ci peuvent faire l'objet des mesures en question.

Jugement de clôture et inscription au répertoire pendant 7 ans

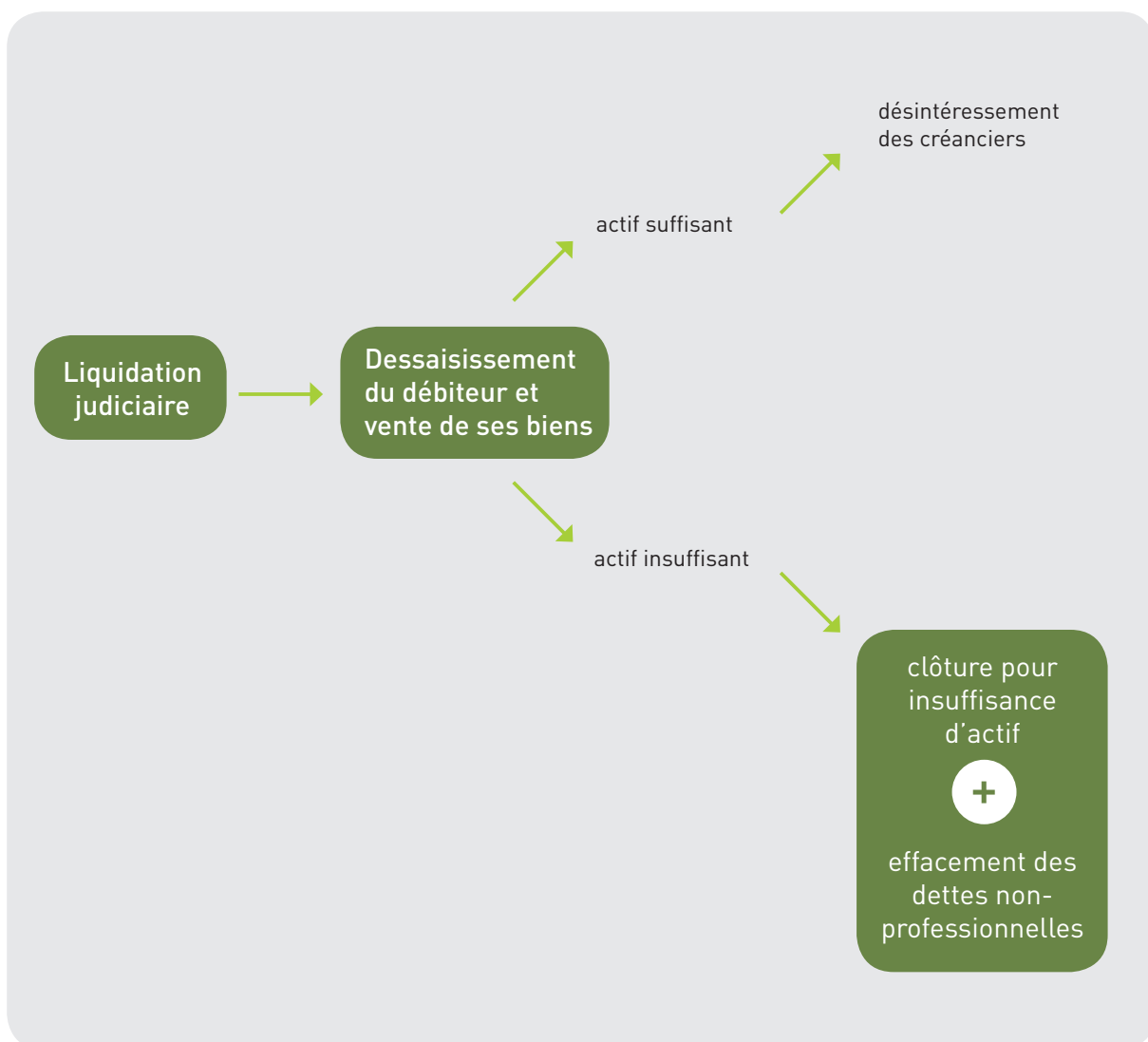
Les débiteurs surendettés ayant bénéficié de la procédure de rétablissement personnel font l'objet, à ce titre, d'une **inscription au répertoire** pour une période de **sept ans** à compter de la date du jugement de clôture de la procédure de rétablissement personnel ayant acquis autorité de chose jugée.

La radiation du débiteur surendetté du répertoire est acquise de plein droit et est réalisée d'office par le Procureur général d'État ou par un magistrat du Parquet général délégué à cet effet, le tout après l'écoulement de ladite période septennale.

Retour à meilleure fortune endéans 7 ans

La remise de dettes est acquise, sauf retour à meilleure fortune dans les sept années qui suivent la décision.

Dans ce cas le juge de paix du domicile du débiteur saisi par voie de requête sur l'initiative du débiteur, de tout créancier, coobligé ou caution du débiteur surendetté peut renvoyer le dossier devant la Commission aux fins de proposition d'un plan de règlement conventionnel.





Droits et devoirs du débiteur, des cautions et des créanciers

Le débiteur surendetté

De manière générale, le débiteur surendetté est soumis aux obligations de bonne conduite qui s'imposent aux trois phases de la procédure de règlement collectif des dettes (cf p.10).

Par ailleurs, l'admission de la demande introductive du règlement conventionnel dans le cadre de la phase du règlement conventionnel devant la Commission ou l'introduction de la requête introductive d'instance ou de l'acte d'appel dans le cadre de la phase du redressement judiciaire ou l'introduction de la requête d'ouverture d'une procédure de rétablissement personnel ou d'un acte d'appel dans le cadre de la phase du rétablissement personnel entraîne l'interdiction pour le requérant :

- d'accomplir tout acte étranger à la gestion normale du patrimoine ;
- d'accomplir tout acte susceptible de favoriser un créancier, sauf le paiement du terme courant d'une dette alimentaire, les termes courants du loyer relatif à un logement correspondant aux besoins élémentaires du débiteur et des fournisseurs de services et de produits essentiels à une vie digne et le terme courant relatif à une voie d'exécution diligentée contre le débiteur du chef du paiement des dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi ;
- d'aggraver son insolvabilité.

Le débiteur surendetté risque la révocation de la décision d'admissibilité ou du plan de règlement conventionnel ou de redressement judiciaire ou du jugement d'ouverture ou de clôture de la procédure de rétablissement personnel, lorsqu'il :

- soit a remis des documents inexacts en vue d'obtenir ou de conserver le bénéfice de la procédure de règlement collectif des dettes ;

- soit a fautivement augmenté son passif ou diminué son actif ;
- soit a fait sciemment de fausses déclarations ;
- soit a gravement violé les obligations qui lui sont imposées dans le cadre de la procédure de règlement collectif des dettes.

Pendant une durée de cinq ans après la fin du plan de règlement conventionnel ou de redressement judiciaire ou bien après la date à compter de laquelle le jugement de clôture intervenu dans le cadre de la procédure de rétablissement personnel a acquis autorité de chose jugée, comportant remise de dettes en principal ou effacement de dettes, tout créancier peut demander au juge la révocation de celle-ci, en raison d'un acte accompli par le débiteur en fraude de ses droits.

En cas de révocation, les créanciers recouvrent le droit d'exercer individuellement leur action sur les biens du débiteur pour la récupération de la partie non acquittée de leurs créances.

Le débiteur surendetté dont le plan de règlement conventionnel ou de redressement judiciaire a été révoqué ne peut introduire une requête visant à obtenir un règlement collectif de dettes, pendant une période de cinq ans à dater du jugement de révocation.

La personne dont la remise de dette ou dont l'effacement de dettes a été révoqué pour les motifs indiqués ci-avant, est exclue de l'accès à la procédure de rétablissement personnel et sa demande est à déclarer irrecevable.

Est frappée de la déchéance du droit de bénéficier de la loi sur le surendettement :

- toute personne qui aura organisé son insolvabilité ;
- toute personne qui aura détourné ou dissimulé, ou tenté de détourner et dissimuler, tout ou partie de ses biens ;



- toute personne qui, sans l'accord de ses créanciers, de la Commission ou du juge, aura aggravé son endettement en souscrivant de nouveaux emprunts ou aura procédé à des actes de disposition de son patrimoine pendant le déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes.

Protection des cautions et des coobligés

Les dispositions légales prévoient des dispositions protectrices des cautions et des coobligés des débiteurs surendettés.

Le débiteur surendetté est obligé de renseigner les cautions et coobligés dès le début de la procédure de règlement collectif des dettes. Ceci s'impose afin d'éviter que les cautions et codébiteurs ne se manifestent seulement en cours de procédure et ne viennent perturber le plan de règlement conventionnel.

La loi prévoit qu'au cours de la période de bonne conduite, le débiteur est tenu coopérer avec les autorités et organes intervenant dans la procédure en acceptant de communiquer spontanément toutes sortes d'informations sur son patrimoine, ses revenus, ses dettes et les changements intervenus dans sa situation.

Par ailleurs, les créanciers, ayant sécurisé leurs créances au moyen d'une caution ou d'un coobligé, sont tenus d'informer la Commission de médiation ou le juge dans leur déclaration de créance s'ils ont actionné ou non les cautions ou les coobligés.

La nouvelle loi déroge au droit commun découlant de la force obligatoire des conventions et notamment à l'exécution de bonne foi du garant et du coobligé de son engagement de se substituer au débiteur en

cas de défaillance de sa part. En effet, en matière de surendettement, afin d'éviter l'effet de boule de neige susceptible de mettre en péril la situation de la caution ou du coobligé, les remises de dettes sur le principal ou sur les accessoires, les mesures de rééchelonnement du crédit, la réduction du taux d'intérêt consenties dans le cadre d'un plan ou accordées par un jugement au profit du débiteur surendetté bénéficient également aux cautions ayant garanti l'engagement du débiteur surendetté ainsi qu'à ses coobligés et codébiteurs. Les cautions, coobligés ou codébiteurs qui ont dû s'exécuter en lieu et place du débiteur principal se voient opposer dans le cadre de leur action contre ce débiteur les mesures dont le débiteur principal a pu bénéficier antérieurement.

Cautions davantage protégées par les obligations d'information annuelle et de proportionnalité à charge du créancier

L'article 2016 du Code civil est complété par deux alinéas nouveaux libellés comme suit :

« Lorsque le cautionnement est contracté par une personne physique, celle-ci est informée par le créancier de l'évolution du montant de la créance garantie et de ses accessoires au moins annuellement à la date convenue entre les parties ou, à défaut, à la date anniversaire du contrat, sous peine de déchéance de tous les accessoires de la dette, frais et pénalités.

Un créancier professionnel ne peut se prévaloir d'un contrat de cautionnement conclu par une personne physique dont l'engagement était, lors de sa conclusion, manifestement disproportionné à ses biens et revenus, à moins que le patrimoine de cette caution, au moment où celle-ci est appelée, ne lui permette de faire face à son obligation. »

En vertu du principe général d'information annuelle de la caution, personne physique, celle-ci reçoit par un créancier professionnel ou non professionnel les indications relatives à l'état de la dette principale et de ses accessoires. Ledit créancier doit en outre respecter le principe de proportionnalité de la garantie avec les facultés de paiement du garant.

La rupture de l'égalité entre créanciers

Le débiteur surendetté est obligé de ne pas privilégier l'un de ses créanciers.

Toutefois, le nouveau dispositif légal consacre des exceptions à ce principe en faisant échapper certains créanciers privilégiés aux mesures édictées dans le cadre des procédures de règlement collectif du débiteur surendetté.

Il est notamment prévu qu'« au cours de la période de bonne conduite, le débiteur est tenu de pas favoriser un créancier, à l'exception des créanciers d'aliments pour les termes courants, des bailleurs pour les termes courants du loyer relatif à un logement correspondant aux besoins élémentaires du débiteur, des fournisseurs de services et de produits essentiel à une vie digne et des créanciers pour le terme courant relatif à une voie d'exécution diligentée contre le débiteur du chef du paiement de dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi ».

Le même raisonnement est prévu dans le cadre de la décision d'admission de la demande introductive du règlement conventionnel qui a pour effet la suspension des voies d'exécution et des cessions de salaires contractuellement consenties. Sont exceptées de la suspension des voies d'exécution celles diligentées contre le débiteur portant sur les dettes alimentaires,

les dommages et intérêts pour dommages corporels suite à des actes de violence et celles ayant pour objet l'expulsion forcée d'une personne condamnée à déguerpir des lieux qu'elle occupe.

En phase de règlement conventionnel, la Commission de médiation peut recommander la suspension de l'exigibilité des créances pour une durée ne pouvant excéder une année. Or, un sort spécifique sera déterminé à réserver aux dettes d'aliments, de loyer et aux dettes relatives à des fournitures de services de services et de produits

En cas de redressement judiciaire, le juge a la faculté d'exclure la résidence principale du débiteur surendetté de la liquidation lorsque les circonstances familiales le justifient. Il peut en outre constater que le terme courant du loyer est prioritaire par rapport au remboursement du prêt hypothécaire.

Sont susceptibles d'être épargnés pour désintéresser les créanciers en phase de règlement personnel, les biens indispensables du débiteur, à savoir les biens meubles nécessaires à la vie courante et les biens non professionnels indispensables à l'exercice de son activité professionnelle.

En outre, dans le cadre du rétablissement personnel, excepté l'accord du créancier, sont exclus de toute remise, de tout rééchelonnement ou effacement :

- le terme courant des dettes alimentaires ;
- les réparations pécuniaires allouées aux victimes d'actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi.



5

Le répertoire

Le nouveau dispositif législatif instaure un répertoire national sous forme de fichier informatique, créé auprès du Procureur général d'État.

Ce répertoire vise à centraliser les avis et informations relatives à la procédure de règlement collectif des dettes. Il est destiné à l'information des créanciers, des cautions et des coobligés du débiteur surendetté sur l'état d'avancement de la procédure.

Par ailleurs, toute personne physique a la possibilité de consulter ce répertoire. Il suffit de justifier de son identité en vue d'obtenir confirmation ou infirmation de l'inscription au répertoire d'une personne déterminée.

Si toute personne physique peut consulter le répertoire pour savoir si une procédure de règlement collectif des dettes est ou non ouverte à l'encontre d'une personne déterminée, seul le Secrétaire de la Commission de médiation, les personnes autorisées à la collecte, à l'enregistrement, à la gestion ou à la communication des données enregistrées dans le répertoire, les collaborateurs du Service d'information et de conseil, ainsi que tous les intervenants des services sociaux, les greffiers et les juges intervenant dans la procédure de règlement collectif des dettes ont accès aux avis publiés au répertoire. Ces personnes disposant d'un accès privilégié sont tenues au respect du caractère confidentiel de ces informations.

Le débiteur surendetté dispose d'un droit d'accès et de rectification aux données contenues dans le répertoire.

La durée des inscriptions au répertoire est limitée dans le temps :

- les plans de règlement conventionnel, les plans de redressement judiciaire et les plans établis à des fins probatoires sont inscrits au répertoire pour la durée de leur exécution sans pouvoir excéder sept ans à compter de la date de leur établissement ;

- les recommandations acceptées de la Commission ayant trait au moratoire sont conservées pendant une durée ne pouvant excéder sept ans.

Dans les phases de règlement conventionnel et de redressement judiciaire, le débiteur surendetté peut solliciter la radiation anticipée du répertoire à condition de justifier du règlement intégral de ses dettes auprès de tous les créanciers figurant au plan ou au jugement.



Les organes compétents en matière de surendettement

Le Service d'information et de conseil en matière de surendettement - SICS

Le Service d'information et de conseil en matière de surendettement, placé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions la Famille a pour mission :

- d'informer les particuliers en matière d'endettement et de surendettement ;
- de participer aux initiatives de prévention ;
- de participer à la formation des professionnels du travail éducatif et social confrontés à des situations de surendettement ;
- d'élaborer des projets de plans de règlement conventionnel ;
- de participer aux procédures de règlement des dettes ;
- de participer aux travaux de la Commission de médiation et du juge de paix ;
- de contrôler l'exécution des engagements pris ;
- d'établir des relations d'échange et de coopération avec des organismes similaires ;
- d'examiner l'évolution de l'endettement et du surendettement des ménages au Luxembourg, d'en apprécier les causes, d'en évaluer les effets et les conséquences ;
- d'élaborer des propositions de lutte contre le surendettement et de les soumettre au Gouvernement.

En vue de la gestion des demandes introduites auprès de la Commission de médiation, le SICS peut créer et exploiter une banque de données, qui peut être consultée par le ministre de tutelle, la Commission ou par le juge saisi dans le cadre du déroulement de la

procédure de règlement collectif des dettes. Le SICS est tenu de communiquer à la demande de l'un de ces derniers tous documents utiles à l'établissement de la situation du débiteur surendetté.

La Commission de médiation en matière de surendettement

La Commission est composée de six membres, à savoir :

- deux représentants de l'État, dont un représentant du ministre ayant dans ses attributions la Famille qui assure la présidence ;
- deux personnes désignées en fonction de leurs compétences en matière de prêts aux particuliers ;
- deux personnes désignées en fonction de leurs compétences dans le domaine de la lutte contre le surendettement.

Les attributions de la Commission sont les suivantes :

- statuer sur l'admission de toutes les demandes à la procédure de règlement collectif et gérer ces demandes dans la suite ;
- procéder à l'étude et à l'analyse des projets de plans de règlement conventionnel qui lui sont soumis ;
- convoquer le SICS pour procéder à son audition ;
- convoquer, le cas échéant, toutes les parties intéressées et procéder à leur audition ;
- approuver ou modifier les projets de plans de règlement conventionnel qui lui sont soumis ;
- proposer les plans de règlement conventionnel ;



- aviser tous les créanciers et tiers saisis de l'avancement de la procédure ;
- assurer les publications dans le répertoire ;
- statuer sur la recevabilité des déclarations de créance ;
- réclamer auprès des administrations publiques, établissements de crédit et organismes de sécurité sociale des renseignements ;
- proposer, si nécessaire, une assistance sur les plans social, éducatif ou de la gestion des finances ;
- fixer les dates auxquelles il est procédé, par le Service, au contrôle du respect des modalités fixées dans le plan de règlement conventionnel ;
- constater, après avoir été saisi par le SICS, l'échec d'un plan de règlement conventionnel et en avertir toutes les parties intéressées ;
- soumettre au Fonds d'assainissement en matière de surendettement, le cas échéant, des demandes de prêt de consolidation ;
- proposer aux parties toutes les mesures nécessaires en vue de l'établissement et de la réalisation d'un plan de règlement conventionnel ;
- constater le retrait de la demande par le surendetté.

Le Fonds d'assainissement en matière de surendettement

Le Fonds d'assainissement en matière de surendettement a pour objet l'octroi de prêts de consolidation de dettes dans le cadre d'un règlement conventionnel ou du redressement judiciaire des dettes.

Dans le cadre de la procédure de règlement collectif des dettes, le ministre peut accorder un prêt de consolidation au débiteur surendetté sur initiative de la Commission de médiation, le Service demandé en son avis.

Le prêt ne peut pas dépasser le montant de mille sept cent trente-cinq euros au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948. Ce prêt est remboursable par mensualités fixes et la durée maximale de remboursement ne peut dépasser sept ans. Le taux d'intérêt correspond au taux d'intérêt légal et il est refixé périodiquement en fonction de l'évolution de ce dernier.

Sur initiative de la Commission, le ministre peut, le SICS demandé en son avis :

- supprimer ou réduire le taux d'intérêt ;
- prolonger la durée du prêt ;
- suspendre temporairement le remboursement du prêt ;
- transformer le solde redû du prêt en un secours non remboursable.

Aucun nouveau remboursement ne peut intervenir dans une période de dix ans.

Cette procédure ne peut pas être invoquée pour le remboursement de créances dues à des professionnels du secteur financier.



Les voies de recours

... contre les décisions de la Commission de médiation

Les décisions prises par la Commission de médiation dans le cadre de la procédure de règlement conventionnel des dettes sont exécutoires par provision nonobstant l'introduction d'un recours judiciaire et sans caution.

Contre les décisions de la Commission sur le refus d'admission à la procédure de règlement collectif des dettes et sur l'irrecevabilité d'une déclaration de créance, il est ouvert une action devant le juge de paix du domicile du débiteur statuant en dernier ressort. Le demandeur et les créanciers sont informés respectivement d'un refus de l'admission à la procédure ou de la décision d'irrecevabilité de leur déclaration de créance par lettre recommandée.

Cette action devra être formée, à peine de déchéance, endéans un mois à compter de la publication de l'avis de règlement collectif des dettes au répertoire.

À défaut de déclaration de créance intervenue dans le délai légal, le créancier a la faculté de déclarer sa créance à tout stade de la procédure de règlement collectif des dettes, sous réserve des décisions déjà prises au moment de sa déclaration.

... contre les décisions du juge de paix

Seules les décisions suivantes du juge de paix sont susceptibles d'appel, à savoir :

- le jugement ayant pour objet d'arrêter le plan de redressement judiciaire ;
- le jugement prévoyant l'ouverture de la procédure de rétablissement personnel ;
- le jugement de clôture de la procédure de rétablissement personnel.

L'appel est porté devant le Tribunal d'arrondissement. Il doit être interjeté, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de quinze jours à partir de la notification du jugement s'il est contradictoire et, si le jugement est rendu par défaut, dans un délai de quinze jours à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable. Le jugement sur appel ou de l'arrêt intervenu sur pourvoi en cassation sont publiés par voie d'avis dans le répertoire.



8

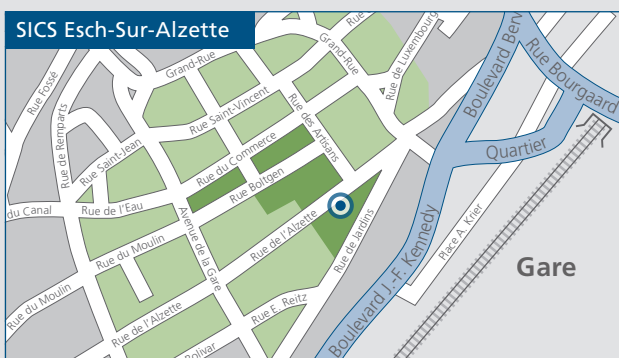
Dispositions transitoires

Les personnes ayant signé une demande de règlement conventionnel des dettes ou ayant introduit une demande de redressement judiciaire ou ayant fait l'objet d'un plan de redressement judiciaire dans le cadre de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le

surendettement dans les six mois précédant la date de mise en vigueur de la nouvelle loi (donc entre le 1^{er} août 2013 et 1^{er} février 2014) peuvent bénéficier de la procédure de rétablissement personnel sous réserve d'en remplir les conditions applicables.

Où trouver le SICS ?

SICS Esch-Sur-Alzette



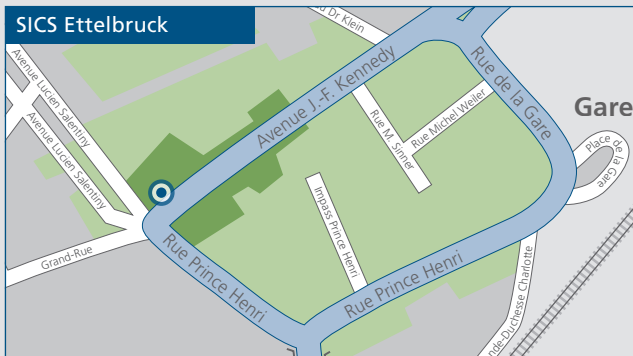
Inter-Actions ASBL

15, rue de l'Alzette
L-4011 Esch-Sur-Alzette

Tél.: 54 77 24
Fax: 54 77 26
endettement@inter-actions.lu
www.dettes-net.lu



SICS Ettelbruck



Ligue Medico-Sociale

1, rue J.-F. Kennedy
L-9053 Ettelbruck

Tél.: 48 83 33-300
Fax: 48 83 37
endettement@ligue.lu
www.ligue.lu

SICS Luxembourg



Ligue Medico-Sociale

2, rue G.C. Marshall
L-2181 Luxembourg

Tél.: 48 83 33-300
Fax: 48 83 37
endettement@ligue.lu
www.ligue.lu

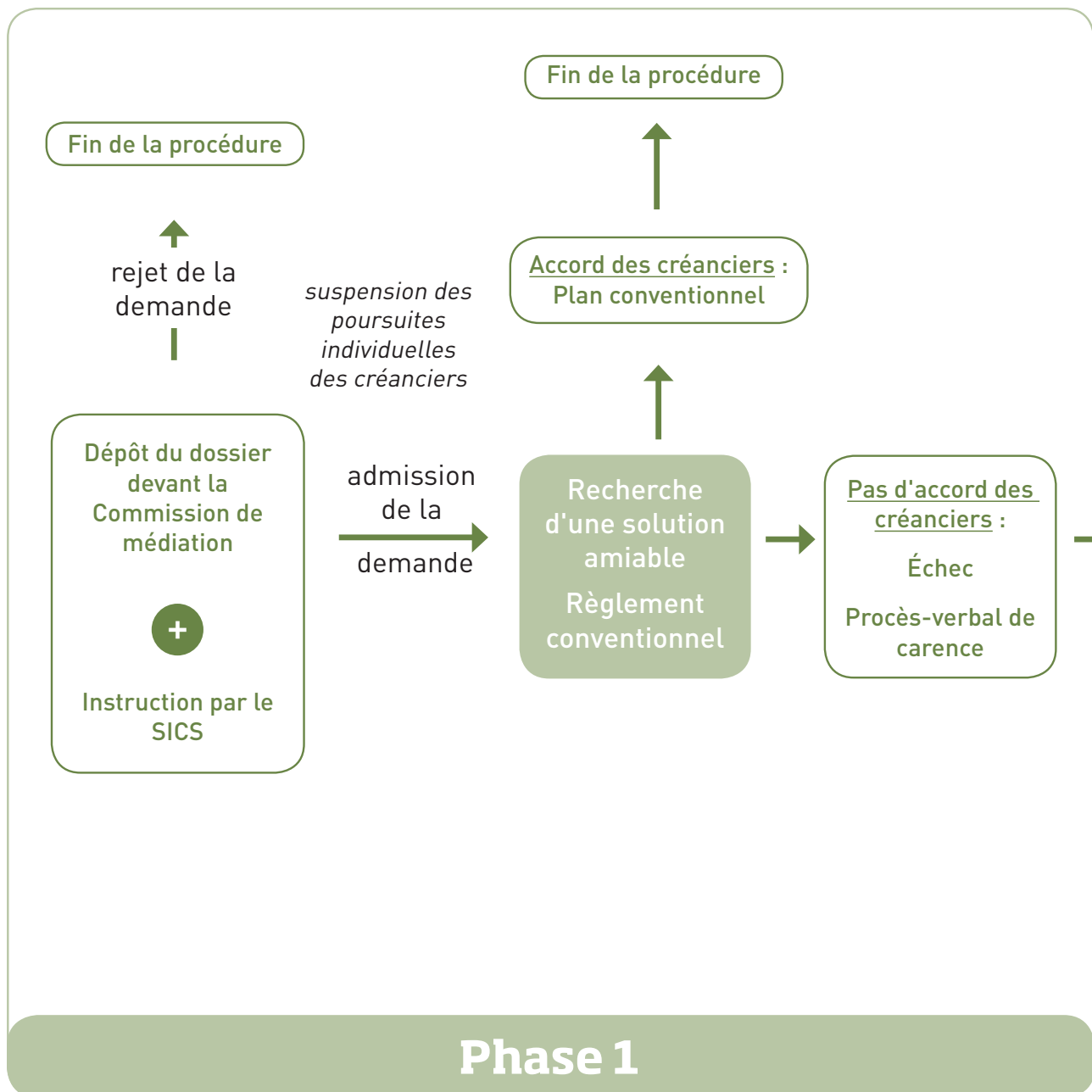


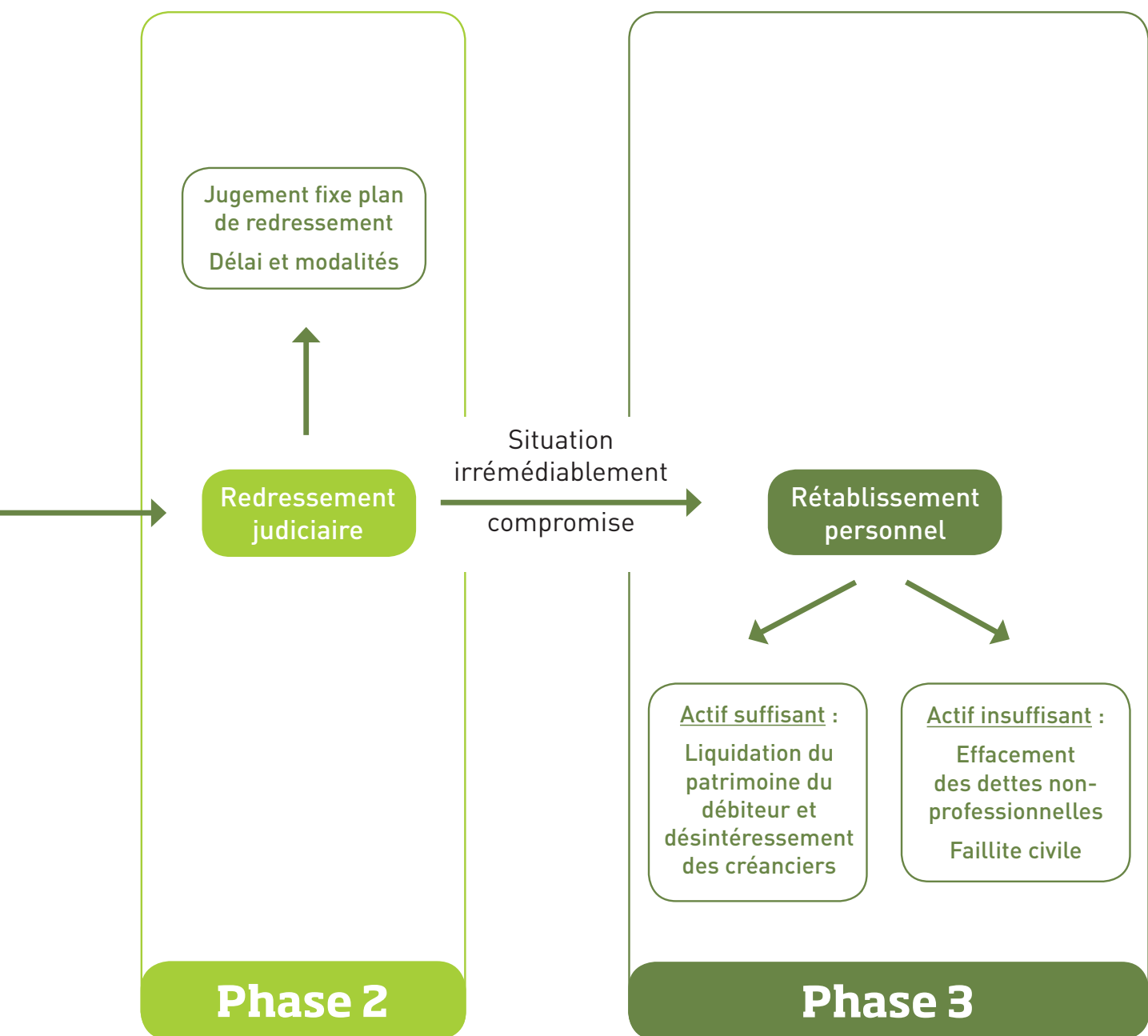
Source : « Surendettement ? Qui contacter ? » Ministère de la Famille et de l'Intégration



9

Schéma simplifié de la procédure





Les formulaires de la partie « Annexes » ci-après peuvent être téléchargés sur <http://www.justice.public.lu/fr/formulaires/index.html> sous la rubrique « Surendettement des particuliers ».

Die Formulare der Partie „Anhänge“ sind auf <http://www.justice.public.lu/fr/formulaires/index.html> unter der Rubrik „Surendettement des particuliers“ erhältlich.

ANNEXES ANHÄNGE





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille, de l'Intégration
et à la Grande Région

LOI SUR LE SURENDETTEMENT

(Loi du 8 janvier 2013)

DEMANDE D'ADMISSION

à la procédure de règlement conventionnel devant la Commission de médiation
en matière de surendettement

A renvoyer à :

Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région
à l'attention du Président de la Commission de médiation en
matière de surendettement
c/o Monsieur Aloyse Picco, secrétaire
L – 2919 LUXEMBOURG

DEMANDE

d'admission à la procédure de règlement conventionnel devant la Commission de médiation telle que définie par la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement

En vue du redressement de ma/notre situation financière, je/nous soussigné(e)(s), je/nous soussigné(e)(s)

| | | | |
|---------------------------|-------------|--------------------------|---------|
| M./Mme | _____ | _____ | et |
| | Nom | Prénom | |
| M./Mme | _____ | _____ | |
| | Nom | Prénom | |
| domicilié(a)(s) à : _____ | | | |
| | N° | Rue | |
| | L- _____ | | |
| | Code postal | Localité | |
| Tel : _____ | Tel : _____ | Adresse courriel : _____ | @ _____ |
| Fixe | Portable | | |
| Tel : _____ | Tel : _____ | Adresse courriel : _____ | @ _____ |
| Fixe | Portable | | |

demande(ons) formellement à être admis(e)(s) à la procédure de règlement conventionnel prévue par la loi du 8 janvier 2013 relative au redressement des situations de surendettement des particuliers.

Je/nous choisis(issons) le Service d'information et de conseil en matière de surendettement (SICS) suivant en vue de l'instruction du dossier (art. 4 de la loi) : (prière de cocher ce qui convient)

Pour les régions centre et nord du pays :

☐ Ligue médico-sociale

SICS

2, rue G.C. Marshall

L-2181 LUXEMBOURG

Tél. : 488 333 300

Fax : 488 337

Pour la région sud du pays :

☐ Inter-Actions

SICS

1, rue Helen Buchholtz

L-4048 ESCH/ALZETTE

Tél. : 54 77 24-1

Fax : 54 77 24-26

Note : Nonobstant la répartition géographique des compétences territoriales, le demandeur est libre de contacter le SICS de son choix.

Je/nous certifie(ons) avoir pris connaissance de l'article 3 de la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement, tel qu'il est repris à la page 4 du présent formulaire.

Fait à _____, le _____

Le/les demandeur(s),

Signature

Signature



PIECES A FOURNIR

suivant article 2 (2) du règlement grand-ducal du 17 janvier 2014 portant exécution de la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement

La demande d'admission à la procédure de règlement conventionnel doit être accompagnée des pièces suivantes :

- a. une copie de la pièce d'identité du/des requérant(s) ;
- b. un certificat de résidence récent établi par la commune de résidence du/des requérant(s) ;
- c. un état estimatif de la situation financière du/des requérant(s): listes des revenus, des dépenses et des dettes ;
- d. le cas échéant, un certificat établissant la radiation du/des requérant(s) du registre du commerce au moins six mois avant l'introduction de la demande ;
- e. le cas échéant, un jugement de clôture de la faillite commerciale ayant acquis autorité de chose jugée.

INFORMATIONS IMPORTANTES !

- ! Toute demande doit être complète.
- ! La Commission de médiation avertira le demandeur par écrit de la suite réservée à sa demande.
- ! La présente demande d'admission à la procédure ne met pas fin aux saisies/cessions sur salaires ni aux saisies sur les meubles (interventions des huissiers de justice).
- ! Seule la décision d'admission à la procédure de règlement conventionnel des dettes met fin aux saisies.

Loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement (*extrait*)

Art. 3. (1) A compter du dépôt de la demande d'admission à la procédure de règlement conventionnel des dettes effectué selon les modalités de l'article 4 et pendant le déroulement de la procédure de règlement collectif des dettes et des mesures d'exécution prises en application de cette dernière, le débiteur surendetté est astreint à une obligation de bonne conduite.

(2) Au cours de la période de bonne conduite, le débiteur est tenu:

- de coopérer avec les autorités et organes intervenant dans la procédure en acceptant de communiquer spontanément toutes informations sur son patrimoine, ses revenus, ses dettes et les changements intervenus dans sa situation;
- d'exercer, dans la mesure du possible, une activité rémunérée correspondant à ses facultés;
- de ne pas aggraver son insolvabilité et d'agir loyalement en vue de diminuer ses dettes;
- de ne pas favoriser un créancier, à l'exception des créanciers d'aliments pour les termes courants, des bailleurs pour les termes courants du loyer relatif à un logement correspondant aux besoins élémentaires du débiteur, des fournisseurs de services et de produits essentiels à une vie digne et des créanciers pour le terme courant relatif à une voie d'exécution diligentée contre le débiteur du chef du paiement des dommages et intérêts alloués suite à des actes de violence volontaires, pour le préjudice corporel subi;
- de respecter les engagements pris dans le cadre de la procédure.

(3) En cas de violation de la période de bonne conduite par le débiteur, il sera procédé selon les dispositions de l'article 44 ci-après.



SERVICE D'INFORMATION ET DE CONSEIL EN MATIERE DE SURENDETTEMENT

DÉCLARATION DE CRÉANCE

(Loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement)

Je/nous soussigné(e)(s)

M./Mme _____ et
Nom du déclarant Prénom du déclarant

M./Mme _____
Nom du déclarant Prénom du déclarant

A remplir uniquement lorsque le(s) déclarant(s) n'agit/agissent pas pour le compte d'une société ou d'un organisme :

Adresse : _____
N° Rue

Code postal Localité

Tel : _____ E-mail : _____ @

Tel : _____ E-mail : _____ @

autorisé(e)(s) à agir pour le compte de (à remplir uniquement si la créance émane d'une société ou d'un organisme)

Dénomination sociale : _____

Adresse : _____
N° Rue

Code postal Localité

Tel : _____ E-mail : _____ @

déclare qu'il m'est dû / déclarons qu'il nous est dû / qu'il est dû à la société ou organisme ci-dessus, par

M./Mme _____
Nom du débiteur Prénom du débiteur

Adresse : _____
N° Rue

Code postal Localité

la somme de

Montant en chiffres : _____ €

Montant en lettres : _____

du chef de la créance

Indiquez la cause de la créance (prêt, livraison de marchandises, loyers, salaires, etc. - avec ajout des pièces justificatives)

Détail de la créance*Attention ! : Prière de ne remplir que les éléments qui concernent votre créance.***Détails sur le montant dû :**

| | |
|---|--------------------|
| Référence de la dette/ N° de compte du prêt : | _____ |
| Date de conclusion du contrat : | ____ / ____ / ____ |
| Montant initial de la créance : | _____ € |
| Montant des intérêts échus : | _____ € |
| Montant des remboursements effectués par le débiteur : | _____ € |
| Montant des remboursements effectués par la caution : | _____ € |
| Montant total des remboursements effectués : | _____ € |
| Montant du solde redû à la date du ____ / ____ / ____ : | _____ € |
| dont capital : | _____ € |
| dont intérêts et accessoires : | _____ € |
| Taux d'intérêt (TAEG) à la date du ____ / ____ / ____ : | _____ % |

Garantie (cochez ce qui convient) :

- ☐ La créance n'est pas garantie au moyen d'un(e) hypothèque/gage/caution.
☐ La créance est garantie au moyen d'un(e) ☐ hypothèque ☐ gage ☐ caution.

Identité de la caution / du codébiteur :

| | | |
|-----------|-------------|----------|
| M./Mme | _____ | _____ |
| | Nom | Prénom |
| Adresse : | _____ | |
| | N° | Rue |
| | _____ | _____ |
| | Code postal | Localité |

Remboursement :

Je demande / nous demandons que d'éventuels versements soient effectués sur le compte

| | |
|---------------------|-------|
| IBAN | _____ |
| auprès de la Banque | _____ |
| code BIC | _____ |
| titulaire du compte | _____ |

Par la présente, je déclare/nous déclarons avoir averti d'éventuels organismes de recouvrement de la présente afin d'éviter toute double intervention dans cette affaire.

J'affirme/ nous affirmons que la présente créance est sincère et véritable.

Fait à _____, le ____ / ____ / ____

Signature(s)



NOTES

NOTIZEN

[illegible]

NOTES

NOTIZEN

[illegible]

LE SURENDETTEMENT ET LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT COLLECTIF

La nouvelle législation relative au surendettement a pour objet de faire face aux inconvénients d'un endettement disproportionné par rapport aux facultés de remboursement des ménages, que ce phénomène résulte d'un recours immodéré ou inadapté au crédit ou d'une diminution des ressources du débiteur consécutive à un accident de la vie (chômage, maladie, décès, divorce...) entraînant parfois l'impossibilité de faire face à certaines charges de la vie courante.

La principale innovation de la réforme législative consiste dans l'introduction en droit luxembourgeois de la procédure du rétablissement personnel emportant sous certaines conditions un effacement total des dettes du débiteur surendetté.

Le nouveau dispositif instaure un répertoire national, sous forme de fichier informatique, visant à centraliser les avis et informations relatives à la procédure de règlement collectif des dettes. Ce répertoire est destiné à l'information des créanciers, des cautions et des coobligés du débiteur surendetté sur l'état d'avancement de la procédure. Les personnes physiques ont le droit d'obtenir la confirmation ou l'infirmité de l'inscription d'une personne déterminée audit fichier.

DIE ÜBERSCHULDUNG UND DAS KOLLEKTIVE SCHULDENREGELUNGSVERFAHREN

Die neue Gesetzgebung soll den Nachteilen übermässiger Überschuldung entgegenwirken, wenn Privatpersonen oder Haushalte in Zahlungsschwierigkeiten geraten.

Privatverschuldung kann vielerlei Ursprünge haben: aktive Anhäufung von Darlehen, welche das Einkommen überziehen oder passive Überschuldung aufgrund von externen Geschehnissen oder Schicksalsschlägen, wie z.B. Arbeitslosigkeit, Krankheit, Tod oder Familientrennungen.

Durch die gesetzliche Reform wird in Luxemburg eine dritte Phase in Form eines Verbraucherinsolvenzverfahrens eingeführt, mit dem Ziel einem in ausweglosen finanziellen Schwierigkeiten steckenden Schuldner seine Schulden zu erlassen und einen Neustart zu ermöglichen.

Ein neu eingeführtes nationales Verzeichnis zwecks Zentralisierung der Mitteilungen und Information zum kollektiven Schuldenregelungsverfahren dient sowohl der Information der Gläubiger, Bürgen und Mitverpflichteten des Schuldners über den gegenwärtigen Stand des Verfahrens, als auch Privatpersonen zwecks Einsicht über die Eröffnung eines Schuldentilgungsverfahrens zugunsten einer bestimmten Person.

Diffusée par :

Librairie Um Fieldgen

3, rue Glesener - L-1631 Luxembourg
info@libuf.lu

Cette publication est également disponible au siège de la CSL.

Éditée par :



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 27 494 200 F +352 27 494 250
csl@csl.lu www.csl.lu

Prix : 4€

ISSN : 5-453000-201086

